

El pais 5 octobre 2020  
Raquel Buenrostro, la dame de fer de l'impôt

Pendant de long mois, alors que les Mexicains restaient confinés à cause de la pandémie, Raquel Buenrostro a vu défiler dans son bureau des chefs d'entreprise renfrognés. Le pays tout entier était à l'arrêt depuis mars, mais le gouvernement avait jugé "essentiels" quelques activités, les consultations médicales, les pharmacies... et la collecte des impôts.

Tout au long de l'année, les patrons du bâtiment, du textile, de l'alimentaire ou encore des banques sont ainsi passés à l'administration fiscale pour régler des arriérés ou des sommes litigieuses, pour un total de presque 36 milliards de pesos [1,4 milliard d'euros]. S'ils sont tous passés à la caisse, c'est grâce à cette petite femme très souriante, diplômée de mathématiques et née il y a cinquante ans à Mexico. *"Sans ça, comment allons-nous financer tous les programmes sociaux qui sont lancés"*, explique Raquel Buenrostro avec l'enthousiasme des soldats de la "quatrième transformation" [le terme consacré qu'utilise le président Andrés Manuel Lopez Obrador pour désigner sa politique de transformation du pays].

Depuis le début de 2020, quelque 627 chefs d'entreprise, au rythme de presque quatre par jour, ont réglé leur dû dans ce bureau austère qui a pour seule décoration un drapeau du Mexique, un portrait du président et une carte des douanes qui dépendent du service de recouvrement. Des procédures judiciaires qui traînaient depuis des années ont été interrompues et des géants comme Walmart, BBVA, Coca-Cola ou América Móvil ont fini par payer.

*"En arrivant au gouvernement, nous nous sommes rendu compte que personne n'essayait de collecter des impôts auprès de certaines entreprises. Des patrons s'étonnaient d'être convoqués, car ils n'avaient jamais rien versé. On leur accordait tous les trois ans une exonération, qui d'ailleurs, me disaient-ils, devait être renouvelée l'année suivante"*, affirme Buenrostro.

Quand elle a pris les rênes de l'administration fiscale le 15 janvier, Lopez Obrador lui a donné deux consignes : *"Collecter plus d'impôts et venir à bout de la corruption."* Et sur ces deux fronts, Buenrostro semble être l'élève modèle du gouvernement : elle a perçu 12 % d'argent de plus qu'en 2019 malgré la paralysie économique, et elle enquête sur 70 fonctionnaires, dont la moitié travaille aux douanes, car ils auraient manqué à leurs obligations. Et ce qui jusque-là était réglé par un licenciement doit désormais faire l'objet d'explications devant un procureur de la République.

**Implacable.** Considérée comme la dame de fer de la "quatrième transformation", Raquel Buenrostro explique que sa stratégie consiste à cibler les grandes fortunes et les secteurs productifs qui étaient jusqu'à présent les moins imposés : *"Nous avons inspecté la fiscalité par branches d'activité et l'avons comparée à ce qui se pratique ailleurs dans le monde, pour repérer les domaines où la taxation était la plus-basse. Par exemple, l'industrie pharmaceutique est taxée en moyenne à 7 % dans les autres pays, mais à 1,5 % seulement au Mexique. Ensuite, nous avons analysé une par une les entreprises et découvert que si la moyenne était de 1,5 %, certaines n'étaient imposées qu'à 0,3 % ou n'avaient pas été auditées depuis dix ans, et ce sont elles qui étaient dans notre collimateur"*, souligne-t-elle.

Formée à l'université nationale autonome du Mexique (Unam), Raquel Buenrostro a connu López Obrador lorsque ce dernier était chef du gouvernement de la ville de Mexico (de 2000 à 2005). À l'époque, Carlos Urzúa, alors ministre des Finances, avait chargé Buenrostro de la politique fiscale. Elle était tout juste diplômée du Colegio de Mexico, mais elle s'est vite révélée une fonctionnaire méthodique et implacable, qui comprenait le contexte politique que traversait la capitale. Depuis sa prise de fonctions à l'administration fiscale en janvier 2020, elle a intégré la politique du président et son obsession pour les budgets des programmes sociaux.

Tous les jours à 20 heures, Buenrostro envoie un message sur WhatsApp pour communiquer à la présidence, comme le lui avait demandé López Obrador, combien d'impôts supplémentaires elle a collecté. Car, le lendemain matin, le président se sert de cette donnée pour montrer du doigt, féliciter ou malmener les patrons rebelles lors de sa conférence de presse matinale. Buenrostro reconnaît que, lorsqu'ils sortent de son bureau, de nombreux PDG l'implorant de ne pas être cités par le président. "La conférence de presse quotidienne est la meilleure agence de recouvrement", confie-t-elle d'un ton las, face à ce phénomène qui échappe à sa maîtrise.

Dans ses messages sur WhatsApp, Buenrostro souligne par exemple que Grupo Salinas appartient à Ricardo Salinas Pliego et qui compte quinze litiges en cours, est l'un des plus réfractaires à s'acquitter de l'impôt. Ce patron d'entreprises comme [les magasins] Elektra et Banco Azteca est l'un de ceux qui refusent de payer et renvoient toutes les affaires devant les tribunaux, souligne Buenrostro. Paradoxalement, Salinas Pliego siège au groupe des conseillers économiques du président mexicain.

Le système fiscal que dirige Buenrostro et qui alimente les mesures de la politique sociale mexicaine est un monstre bureaucratique qui compte de très nombreuses particularités. Par exemple, seules 16 % des recettes publiques sont issues du recouvrement d'impôts, l'un des chiffres les plus bas parmi les pays de l'OCDE. Une autre curiosité veut que, depuis 2018,

les remises fiscales soient expressément interdites par un article de la Constitution. Enfin, malgré le grand nombre de millionnaires au Mexique, il n'existe pas - et ça restera ainsi, admet Buenrostro - d'impôt sur la fortune ni sur les héritages.

Sans oublier un autre déséquilibre : environ 60 millions de personnes paient chaque année leurs impôts religieusement, mais leur contribution collective est insignifiante. En réalité, 51 % des impôts sont versés par 12000 personnes. *"Plus de la moitié des recettes fiscales provient de 0,2% des entreprises, c'est pour cette raison que nous nous concentrons sur elles. Je disais aux patrons : vous investissez votre argent de manière à obtenir la meilleure rentabilité, et selon la même logique, j'investis mon énergie dans les secteurs qui seront les plus rentables."* Et d'ajouter : *"Il était indispensable d'augmenter le recouvrement d'impôts pour compenser la chute des recettes due à la paralysie économique"*, explique-t-elle pour résumer son travail des huit derniers mois.

Malgré tout, sa gestion a provoqué la colère des chefs d'entreprise, notamment ceux de l'association patronale Coparmex, qui a accusé Buenrostro de "terrorisme fiscal" en raison de sa proposition d'utiliser des photos, des vidéos et des téléphones mobiles pour récupérer des informations, et des pressions exercées pour que les patrons n'aient pas recours aux tribunaux. *"Ce n'est aucunement du terrorisme fiscal, se défend Buenrostro, la majorité des affaires trouve une issue grâce à la médiation."*

Pendant ses études, elle a consacré son mémoire de master au théorème de Miller-Teply et à l'analyse des effets dus à "l'intervention intramarginale de la Banque centrale". Plus de vingt ans plus tard, sa nouvelle mission est moins théorique et elle s'est transformée en avant-centre efficace de la politique de Lopez Obrador qui ne craint pas la confrontation.

Quand on lui demande si elle mobilise l'administration fiscale à des fins politiques, Buenrostro mentionne le gouvernement antérieur et montre une courbe de la collecte d'impôts ces dernières années, qui révèle une chute des recettes à partir de 2013. *"L'année suivant la victoire de Pena Nieto, ils ont arrêté le recouvrement pour récompenser leurs amis"*, analyse-t-elle. Des amis qui dorment moins bien la nuit depuis que Raquel Buenrostro ne lâche plus WhatsApp.

—Jacob Garcia Publié le 5 octobre